

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10025 Troyes Cedex

Troyes, le 22/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALAUBIA

11, Rue Joseph-Marie Jacquard
ZI des Près de Lyon
10600 La Chapelle-Saint-Luc

Références : SAU/DDH/MT n° 25-217
Code AIOT : 0003012687

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement VALAUBIA implanté 11, Rue Joseph-Marie Jacquard ZI des Près de Lyon 10600 La Chapelle-Saint-Luc. L'inspection a été annoncée le 25/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été prévenue par le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours d'un incendie dans un local électrique de l'installation VALAUBIA et s'est rendue sur place dans le cadre de cet incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALAUBIA

- 11, Rue Joseph-Marie Jacquard ZI des Près de Lyon 10600 La Chapelle-Saint-Luc
- Code AIOT : 0003012687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de valorisation énergétique (UVE) VALAUBIA est autorisée par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2018. Ses capacités de traitement sont prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 décembre de 2023 à 8,25t/h et 66 000t/an de déchets ménagers et assimilés et jusqu'à 10 500 t de bois.

L'incinération du site est couplée à un système de récupération de l'énergie produite par la combustion (vapeur surchauffée). Cette énergie thermique est ensuite convertie en énergie électrique grâce à un groupe turbo alternateur à condensation. L'énergie résiduelle est également utilisée pour alimenter des réseaux de chaleur vers deux industriels proches (MICHELIN et ACCURIDE) et le réseau de chaleur de TROYES CHAMPAGNE MÉTROPOLE.

L'exploitant réalise également la préparation et la maturation de ses mâchefers sur site avant de les destiner à une valorisation en technique routière.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A l'arrivée de l'inspection des installations classées sur l'installation, le responsable de l'intervention du service départemental d'incendie et de secours indique qu'il n'y a pas eu d'incendie mais un déclenchement d'un détecteur d'incendie dans le faux plancher de la salle PLC abritant les automates et armoires de commande du site. Ce déclenchement a entraîné la diffusion du gaz d'inertage dans cette salle. Il précise en outre qu'aucun point chaud n'a été détecté dans la salle et son faux plancher.

L'incident n'a provoqué aucun dégât à l'installation et le dispositif de sécurité incendie a pu être réarmé avant le départ des pompiers.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 2.5.1	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 7.2.4	Sans objet
3	Dispositions de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 7.3.5	Sans objet
4	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 7.5.4	Sans objet
5	Stratégie de	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'exploitant en cas de perte d'électricité (3)	article 56	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats que la partie visitée de l'installation est équipée en matière de détection d'incendie et de moyens d'alerte et de lutte contre les incendies avec vérification périodique.

L'exploitant dispose également d'une procédure pour la réaction en cas d'incendie et d'un mode opératoire pour l'arrêt d'urgence de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'informer immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et de lui indiquer toutes les mesures prises à titre conservatoire.</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des s classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un échange téléphonique a eu lieu entre l'exploitant et l'inspection des installations classées vers 16h30 le 25 mars 2025 suite à l'information de la DREAL par le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours pour un incendie dans un local électrique de l'installation VALAUBIA.</p> <p>Le 26 mars 2025 à 15h14, l'exploitant a transmis un courrier électronique à l'inspection des installations classées décrivant l'incident du 25 mars 2025, les mesures prises et les mesures envisagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à 15h16, détection de fumée sous le plancher de la salle PLC, - à 15h17, diffusion du gaz d'inertage dans la salle PLC et voyant interdisant l'entrée dans celle-ci actionné,

- arrivée du personnel sur place qui n'a rien vu d'anormal par le hublot de la porte depuis l'extérieur de la salle,
- dans le doute d'un feu couvant qui aurait pu reprendre lors de l'aération de la salle, déclenchement d'un appel aux pompiers vers 15h40 pour réalisation d'une inspection,
- arrivée des pompiers sur site vers 15h50, suivie de la police et d'Enedis,
- réalisation d'une inspection thermique par les pompiers qui n'ont pas trouvé de présence de point chaud,
- ventilation de la salle afin de pouvoir y entrer sans équipement spécifique,
- inspection de l'ensemble des armoires électriques présentes dans la salle par le personnel VALAUBIA,
- la raison du déclenchement n'est pas connue, le fournisseur émet l'hypothèse d'un capteur défaillant,
- réarmement de l'ensemble de la centrale de détection et mise en place d'une ronde de surveillance pour la nuit, toute les deux heures, au niveau de la salle,
- vers 17h15, accueil des deux inspecteurs des installations classées avec visite de la salle PLC au cours de laquelle un élément de plancher a été retiré afin de montrer un emplacement de détecteur de fumée et échanges en salle de réunion sur les différents moyens du site pour prévenir le risque incendie, pour présentation du mode opératoire de réaction en cas d'incendie et mise en sécurité du site en cas d'urgence.
- demande du passage du sous-traitant de la centrale incendie pour inspection dans les plus brefs délais.

Le courrier électronique comprenait en pièce jointe le mode opératoire "réaction en cas d'incendie" présenté à l'inspection des installations classées pendant la visite.

L'inspection constate le respect de la prescription par l'échange téléphonique qui a eu lieu et la transmission du rapport présentant les circonstances de l'incident, les causes et les différentes mesures prises.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

. d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

. d'un système interne d'alerte incendie ;

[...]

. d'extincteurs répartis dans l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques [...]

Constats :

Le déroulement et la gestion de l'incident décrit au point n°1 du présent rapport démontre que l'installation est dotée d'un système interne d'alerte d'incendie et d'un moyen pour alerter les services d'incendie et de secours.

Par sondage, l'inspection des installations classées s'est rendue dans la salle PLC et a constaté la

présence d'un extincteur au niveau de l'entrée de celle-ci par la porte d'accès depuis l'intérieur de l'usine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatiques
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection d'incendie. [...]
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées s'est rendue dans la salle PLC. L'exploitant y a démonté une dalle de plancher, permettant à l'inspection des installations classées de visualiser un détecteur d'incendie. L'exploitant déclare que le faux plancher de la salle PLC comprend 6 détecteurs d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs, exutoires, systèmes de détection et d'extinction, vannes d'isolation des eaux d'extinction) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : L'extincteur observé par l'inspection des installations classées dans le cadre du point n°2 du présent rapport a une étiquette relative à son dernier contrôle effectué en février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : [...]

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

[...]

Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un document nommé « Mode opératoire arrêt d'urgence chaudière », correspondant à l'arrêt d'urgence de l'installation.

L'exploitant précise que l'installation est secourue, en cas de perte de l'alimentation électrique, par un groupe électrogène. En cas de perte des automatismes, chaque élément peut être arrêté individuellement selon le mode opératoire arrêt d'urgence.

Il indique en outre que tout le personnel de quart est formé à cette procédure et dispose d'un dispositif d'astreinte pour la maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite